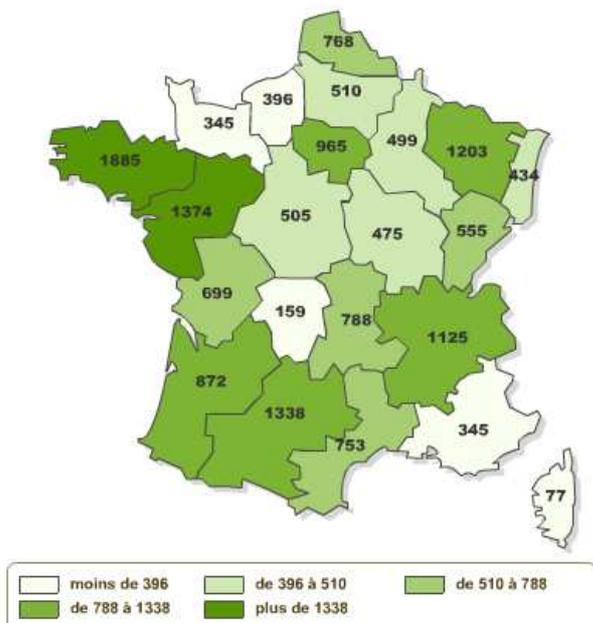


16 070 ménages représentant un total de près de **36 950 personnes**, se sont d'ores et déjà engagés dans un projet de travaux de rénovation thermique de leur logement. **61 %** des bénéficiaires disposent de ressources très modestes.

L'effet levier des **27,7 M€** de primes travaux « Investissement d'Avenir » engagés, va permettre de réaliser **289,85 M€** de travaux.

Répartition régionale du total des logements rénovés



9 379 logements rénovés en 2012
(et 1 774 dossiers en cours d'instruction)

Les premiers territoires en nombre de dossiers engagés en 2012

au niveau régional

- Bretagne
- Midi-Pyrénées
- Lorraine

au niveau départemental

- Côtes d'Armor
- Finistère
- Nord
- Meurthe et Moselle
- Vosges

Le gain énergétique obtenu est supérieur de 13 points à celui exigé

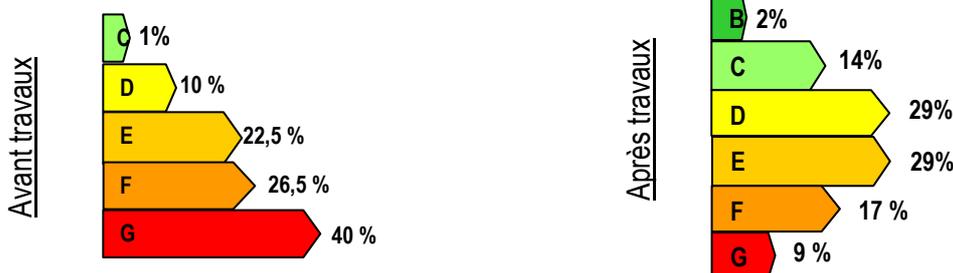
Le gain énergétique moyen conventionnel obtenu à l'issue des travaux est de **38 %**, à rapporter au seuil des 25% exigés dans le cadre du programme. Avec une amélioration de la performance énergétique d'au moins 30 % de leur logement, **2/3** des bénéficiaires ont réalisé un bouquet de travaux d'économie d'énergie.

Gain énergétique	Nombre de logements engagés	Part des logements engagés/total
25 à 30 %	5 501	34 %
30 à 40 %	5 010	31 %
40 à 50 %	2 414	15 %
+ de 50 %	3 143	20 %

Près de 90 % des logements aidés gagnent au moins une étiquette de classe énergétique

2/3 des logements sont avant travaux classés en étiquette **G ou F**, ce sont des logements qui peuvent être qualifiés d'énergivores : ce parc de logement passe de 66% à 26% après travaux. Les gains d'étiquettes sont significatifs : après travaux, 12 % restent à la même étiquette, 60 % gagnent une étiquette, 21 % deux étiquettes et 7 % au moins trois étiquettes.

Evaluation énergétique



La totalité des travaux réalisés vont générer une économie conventionnelle de **299,23 GWh**.

Le montant des travaux est corrélé au gain énergétique obtenu

Si le montant moyen des travaux est d'environ **12 700 €** lorsque le gain énergétique est **inférieur à 30 %**, il s'élève à plus de **30 000 €** lorsque le gain est **supérieur à 50 %** (la part des logements habitat indigne-très dégradé est particulièrement importante dans cette tranche).

Gain énergétique	Montant moyen des travaux
25 à 30 %	12 619 €
30 à 40 %	14 759 €
40 à 50 %	19 381 €
+ de 50 %	30 712 €

A gain énergétique égal, le montant des travaux des propriétaires aux ressources très modestes est supérieur d'environ 2 000 € à celui des propriétaires aux ressources modestes. **Ce « surcoût » s'observe sur la totalité des logements rénovés** et ce quel que soit la date de construction du logement.

	Montant des travaux PO modestes	Montant des travaux PO très modestes
Total des logements	16 598 €	18 626 €
Total des logements hors HI et TD	14 046 €	15 063 €

Près d'1 ménage sur 2 habite dans un logement achevé avant 1949 et la quasi-totalité des bénéficiaires habite une maison individuelle.

La part des **logements d'avant 1949** représente près de **50 %** des logements rénovés, et seuls **14%** des logements concernés ont été construits après la 1^{ère} réglementation thermique datant de 1975. **92 %** du total des ménages bénéficiaires habitent dans une maison individuelle.

Année de construction du logement	Total		Part des maisons individuelles
	Nombre	Part	
antérieure à 1949	7 591	47 %	97 %
de 1949 à 1975	6 251	39 %	88 %
postérieure à 1975	2 228	14 %	89 %
Ensemble des logements	16 070	100%	92 %

40 % des logements rénovés sont situés dans une commune rurale (au sens de la définition INSEE).

Le coût de la rénovation des logements d'avant-guerre est 63 % plus onéreux que celui des logements construits après 1949.

Les logements d'avant 1949 sont occupés aux **2/3** par des propriétaires disposant de ressources très modestes.

Année de construction du logement	Montant moyen des travaux	Gain énergétique moyen	Nombre de PO très modestes	Part des PO très modestes
antérieure à 1949	22 385 €	40 %	4 916	65 %
de 1949 à 1975	14 315 €	37 %	3 613	58 %
postérieure à 1975	13 664 €	36 %	1 241	56 %

Les aides gérées par l'Anah assurent près de 40% du financement des travaux.

Les **111 M€** d'aides aux travaux versées par l'Anah génèrent **289,85 M€ de travaux** réalisés par des artisans et des petites entreprises sur l'ensemble du territoire, avec un montant moyen de travaux (hors habitat indigne et très dégradé) de 14 664 €.

Montant moyen des travaux		Montant moyen de la subvention Anah		Montant moyen de la prime Etat
Sur l'ensemble des dossiers	Hors dossiers LHI et TD	Sur l'ensemble des dossiers	Hors dossiers LHI et TD	
18 036 €	14 664 €	5 183 €	3 591 €	1 724 €

Depuis l'entrée en vigueur du décret du 2 avril 2012, le montant moyen de la prime Etat est de 1 976 €.

FOCUS SUR... LE CLASSEMENT DES REGIONS AU REGARD DES RESULTATS OBTENUS DEPUIS 2011

N°	potentiel PO éligibles dans logement < 1975	potentiel PO éligibles en MI < 1975	résultats obtenus (/ valeur brute)	résultats pondérés / au potentiel total < 1975	résultats pondérés / au potentiel MI < 1975
1	Ile-de-France	NPDC	Bretagne	Lorraine	Lorraine
2	NPDC	Ile-de-France	Pays de la Loire	Franche-Comté	Franche-Comté
3	Rhône-Alpes	Bretagne	Midi-Pyrénées	Bretagne	Alsace
4	Bretagne	Pays de la Loire	Lorraine	Auvergne	Bretagne
5	Pays de la Loire	Midi-Pyrénées	Rhône-Alpes	Midi-Pyrénées	Corse